

Analyses 2013



Pour tout l'or des Philippines

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Pour tout l'or des Philippines

Une ruée vers l'or dévastatrice est à l'œuvre aux Philippines. Afin d'extraire le plus précieux métal, l'exploitation des sols et de la main d'œuvre ne cesse de s'intensifier dans les 7.000 îles aux trésors conquises jadis par les Espagnols. Le pays a le troisième plus haut potentiel aurifère de la planète. Le nickel, le cuivre et l'argent attirent également de plus en plus de compagnies internationales, encouragées par une taxation et une régulation parmi les plus faibles au monde.

La population profite à peine de la spéculation sur ses propres richesses nationales. Un intense lobbying et une corruption à peine voilée perpétuent cet héritage colonial. Les drames sociaux et écologiques se multiplient. Les communautés locales sont souvent déplacées ou forcées au départ. Les forêts laissent place à des chancres. Les déchets contaminent l'eau et l'air. Les accidents de travail sont aussi nombreux que les conditions sont précaires. Nombre de pêcheurs et agriculteurs n'ont dès lors plus d'autre choix que d'accepter les salaires médiocres proposés par les grands extracteurs, au péril de leur santé. D'autres sont entrés en résistance, mais beaucoup d'entre eux disparaissent mystérieusement. Comme le chantent encore quelques rares poètes, « l'odeur du sang et de l'or est la même ».

Aujourd'hui, c'est un site « fantôme », une vaste étendue tropicale presque sans vie. Tout allait bien dans la mine de San José, selon Apolonio Saril. « Ils payaient bien, il n'y avait pas de problème », assure l'ancien mineur, avec le sourire mais sans conviction. À bien y regarder, son t-shirt porte le sceau de la municipalité. Il y travaille depuis plusieurs années. Difficile pour lui de remettre en question les choix des politiciens locaux. Sa version édulcorée est largement contredite par les autres hommes du village.

« Les salaires étaient faibles », juge Saturnino Acuhido, depuis sa maison qui surplombe le gigantesque site minier – il est trois fois plus grand que le village, au moins. « Je recevais 150 pesos (3 euros) par jour. Auparavant, comme maçon et charpentier, je pouvais gagner 200 pesos par jour. Mais j'ai accepté parce qu'à ce moment-là, j'étais sans emploi. De plus, les responsables de la mine nous avaient promis que les enfants iraient à l'école gratuitement. Il y avait quelques bénéfices en plus du salaire, comme l'école et l'accès à l'eau. Mais, à un moment, ils n'ont plus accepté que tous nos enfants aillent à l'école. Les miens ont dû la quitter, sauf l'aîné. »

La mine de San José, près de Sipalay, au sud-ouest de l'île de Negros, c'est avant tout un gigantesque cratère devenu lac artificiel. Depuis les hauteurs, la mine se manifeste aussi par de nombreuses installations de métal rouillé. L'écrin de verdure tropical qui entoure le site souligne sévèrement cette injure au paysage. La mine est fermée depuis plusieurs années, mais les lieux n'ont jamais été réhabilités. L'entrée est toujours surveillée par des gardes en armes.

Sur un banc de la place du village, Ernesto P. Tujardon, retraité, raconte comment l'exploitation a pris fin : « Les travailleurs ont peu à peu cessé de collaborer. La direction

promettait des hausses de salaire. Mais ça n'est jamais arrivé. Au contraire : les bénéfices comme l'accès à l'eau et l'école pour les enfants ont été supprimés. » Beaucoup de parents ont dû stopper net la scolarité de leurs enfants. Aujourd'hui, le chômage et la pauvreté sont presque omniprésents à San José.

À qui profite le business minier ?

L'extraction pourrait reprendre un jour à San José. Mais les investisseurs semblent attendre les prochaines élections. Cette exploitation et beaucoup d'autres sont dans leur viseur. Ils ne se pressent pas. Ils attendent que les conditions soient réunies. Cela dépend surtout des élus. Les entreprises minières auront certainement leurs propres candidats en lice.

La somme des taxes et impôts perçus par l'État philippin issus de l'extraction minière ne représente que 0,61% du total prélevé en 2011. Le montant représente seulement 5,1% de la valeur totale de la production (déclarée) pour la même année¹. De plus, l'emploi généré par le secteur s'élève à seulement 0,5% des emplois nationaux².

La Fondation « Ibon »³ se livre à une analyse éclairante : sur quatorze secteurs d'activité économique classés selon leur valeur ajoutée pour le pays, le secteur minier arrive en troisième position... en partant de la fin ! Pourtant, ce même secteur arrive largement en tête au classement des business les plus juteux : sa marge bénéficiaire est 30% supérieure à celle du second rang. L'État profite donc très peu de l'intense extraction, qui concerne toutes les provinces du territoire philippin. En revanche, les investisseurs, souvent étrangers ou liés à des groupes étrangers, réceptionnent allègrement la manne céleste.

« Le gouvernement actuel est-il en train d'essayer d'améliorer les choses ? Il nous faut encore attendre de le voir en action. Pour l'instant, ce ne sont que des mots », commente Pedro Walpole, un Père jésuite irlandais à la tête d'un centre de recherche universitaire de Manille, l'ESSC (*Environment Science for Social Change*).

Désastres et pillages

« L'exploitation minière s'accompagne de véritables désastres », poursuit le Père Walpole. « Cela est dû avant tout à une mauvaise gestion. Mais une solution durable ne pourra être trouvée qu'au niveau international, dans un processus comme celui qui concerne la traçabilité du diamant, comme celui de Kimberley. En attendant, la compétition entre les pays miniers et les pays industrialisés risque de donner lieu à de nouveaux désastres écologiques et sociaux. »

Parmi ces désastres, l'un des plus connus est celui de Marcopper, du nom d'une société canadienne. C'était en 1996, sur la petite île de Marinduque, dans le nord du pays. Une faille

1C'est ce que révèle un document du Fond monétaire international intitulé « Philippines : reform of the fiscal regime for mining and petroleum ».

2 Selon les chiffres officiels du Mines and geoscience bureau (MGB) et du Department of Labor and Employment.

3« Ibon » signifie « oiseau » en tagalog, un symbole fort à l'époque dictatoriale pendant laquelle la fondation a vu le jour.

dans un tunnel a libéré 1,6 millions de mètres cubes de déchets dans la rivière Boac. Une vingtaine de villages sur les soixante que compte la province de Marinduque ont dû être évacués. Les déchets toxiques ont tué poissons et crustacés et détruit de nombreuses cultures, des rizières notamment. Le village d'Hinapulán a été inondé de boue. De nombreuses bêtes d'élevage ont disparu sous deux mètres de déchets.

Mais les dégâts des mines ne sont pas toujours précédés d'un accident. De nombreuses études, notamment celles menées par la fondation Ibon, ont mis en évidence que l'implantation des mines contaminait les eaux, causait des maladies, faisait disparaître les poissons des rivières et conduisait certains villages à la malnutrition. Des descriptions détaillées de ces phénomènes ont été réalisées pour les villages de Benguet et Mankayan.

« Les mines forcent des communautés à se déplacer ou à céder une partie des terres qu'elles occupaient traditionnellement », explique Glenis Teresa C. Balangue, de la Fondation Ibon. « Elles participent grandement à la déforestation du pays, ce qui le rend plus vulnérable lors des pluies torrentielles et des typhons. Elles déversent nombre de polluants dans l'eau, dans la terre et dans l'air. »

Intensification et réactions armées

Au moins un tiers du territoire philippin est susceptible de faire l'objet de prospections pour ses ressources minérales supposées. La valeur totale qu'il y aurait encore à extraire du sous-sol national s'élèverait à près d'un billion d'euros⁴. Le gouvernement actuel, élu en 2010, a d'ailleurs fait de la question minière un axe majeur de ses plans de développement. L'exploitation avait pourtant déjà été fortement intensifiée auparavant : la surface du pays dédiée à l'extraction a doublé entre 2005 et 2010. Plus d'un million d'hectares sont depuis lors concernés.

Pendant ce temps, les activistes fichés « anti-mines » subissent de plus en plus de pressions. Il s'agit parfois de menaces de morts. Elles doivent être prises très au sérieux, puisque les disparitions ont été nombreuses ces dernières années. On peut citer le cas du Père italien Fausto Tentorio, à Arakan (Cotabato-Nord), disparu le 17 octobre 2011. Ou celui du journaliste et environnementaliste Gerry Ortega, tué par balles sur un marché de Puerto Princessa (île de Palawan), le 24 janvier 2011. Ce dernier menait un combat soutenu contre la corruption qui contribue à expliquer les excès de l'industrie minière et le laxisme du gouvernement. Selon *Transparency international*, la corruption est effectivement très forte dans l'archipel.

Ces deux cas de disparitions sont loin d'être isolés. Durant les six mois qui ont précédé l'élection présidentielle de 2010, ont disparu cinq activistes qui étaient impliqués dans une campagne contre un projet minier sur l'île de Luzon. Ils étaient membres de la FAMAC (Federation of Anti-Mining Advocates in Cagayan).

⁴Selon une étude menée en 2004 par l'Autorité nationale d'économie et de développement (NEDA).

D'autres activistes ont été arrêtés sans chef d'inculpation par le gouvernement. Ils sont en général suspectés d'appartenir à la *New People's Army* (NPA) ou à d'autres groupes rebelles qui ont pris les armes contre les projets miniers. Il faut dire que les attaques contre les installations minières ont peu à peu augmenté en quantité et en intensité depuis que la loi sur les mines est entrée en vigueur en 1995. Le plus haut fait d'armes appartient à la NPA qui, en octobre 2011, a infligé 600 millions de dommages à la Taganito Mining Corporation et à la Platinum Group Metal Corporation, lors d'une attaque menée à Surigao del Norte. L'attaque a été revendiquée « au nom des droits bafoués des habitants ».

La société Taganito appartient en grande partie à la compagnie japonaise Sumimoto. Les combattants voient souvent l'intense exploitation minière comme une nouvelle forme d'accaparement de leur pays par l'étranger. Les principales sociétés étrangères actives dans les sous-sols philippins sont surtout originaires d'Australie, du Japon et du Canada. D'autres investisseurs viennent d'Angleterre, des États-Unis, de Corée du Sud, du Brésil, de Norvège et de Chine.

Espoirs et désillusions des travailleurs

Sipalay est une destination de rêve. Sur les plages de sable fin, les touristes sont à mille lieues d'imaginer la misère, l'exploitation et la destruction du paysage qui se cachent à peine derrière les collines. Il leur suffirait pourtant d'interroger la population. À quelques kilomètres du rivage, la plus grande entreprise minière du pays, Philex, exploite une gigantesque mine d'or, de cobalt et de nickel.

Emiliano (prénom d'emprunt) ne veut dire que du bien de Philex, même s'il reste, à sa demande, sous couvert de l'anonymat : « C'est bon d'avoir du boulot, surtout pour ma famille, puisque j'ai deux enfants. J'ai de la chance. Pour l'instant, il s'agit seulement de petits contrats, depuis trois mois. J'espère devenir un travailleur régulier de Philex. Je gagne 300 pesos par jour. Si je deviens régulier, j'aurai sûrement d'autres bénéfices. Il y a une centaine de travailleurs là-bas. Je ne peux pas vous en dire plus. Je suis un nouveau travailleur. J'aimerais devenir régulier, vous comprenez. » Il répète poliment : « Je préfère ne pas en dire plus ». La mine semble être la seule perspective pour Emiliano : « S'il n'y avait pas la mine, j'aiderais mon père, qui a une petite ferme ».

D'autres travailleurs ont nourri pareils espoirs, mais sont tombés de haut. C'est le cas Freddie Saulda, marâcher d'un minuscule village proche de Sipalay. Il en veut particulièrement aux investisseurs chinois, qui l'ont engagé pour l'extraction d'un minerai destiné à fabriquer du teflon. « Ils m'ont menti. Ils m'ont dit que j'aurais un poste stable après six mois », déplore-t-il, tandis que ses sept enfants s'arrêtent pour l'écouter. « Ils ne m'ont jamais donné une copie du contrat. Ils promettaient 200 pesos par jour, mais ils ne payaient presque jamais. Ils sont partis comme ça. Ils ont laissé leurs déchets, alors que le propriétaire voulait reprendre la culture de riz. Cette culture était importante pour le village qui, maintenant, doit acheter davantage de riz à l'extérieur. »

Non loin de là, en haut de la mine déserte et de la forêt « fantôme » de San José, Saturnino Acuhido se souvient de ses espoirs de travailleur débutant et des promesses trahies. Il rappelle également le danger permanent : « Beaucoup d'accidents auraient pu être évités, mais les précautions nécessaires ne sont jamais prises. Par exemple, si tu cassais ton casque ou tes lunettes de protection, il fallait parfois attendre un an pour avoir du nouveau matériel. En l'absence de véritables mesures de sécurité, il y avait tout le temps des accidents. En quelques années, j'ai connu quatre tués. »

Malgré les gardes en armes et l'interdiction formelle de pénétrer le grand site minier, le secret de San José n'en est pas vraiment un. L'or y était extrait clandestinement : « Les exploitants n'avaient la licence que pour le cuivre. Pour l'or, elle est plus difficile à obtenir. Cela implique plus de taxes et de contraintes. Malgré tout, nous continuions à extraire de l'or, du nickel et du cobalt, en plus du cuivre autorisé. Je pense que l'exploitation s'est arrêtée parce que tout le monde avait fini par le savoir et qu'elle reprendra quand les permis seront accordés, quand le gouvernement sera plus favorable aux investisseurs. »

Oui, les investisseurs espèrent, malgré tout, générer des conditions d'extraction plus favorables encore. Favorables au business, bien sûr. Mais à quel prix ? La chanson l'a bien dit : « Tu sais, l'odeur du sang et de l'or est la même ».

Profiter des ressources humaines, écologiques et géologiques des Philippines restera indécent tant qu'un vaste plan de régulation ne sera pas mis en œuvre. Il s'agit en premier lieu d'empêcher que la pauvreté soit exploitée par le biais de promesses sans contrat et d'emplois sans rémunération décente. Il est temps aussi que l'État philippin bénéficie véritablement des ressources nationales au nom de la population, c'est-à-dire pour renforcer ses services publics fragiles, en particulier l'école et les soins de santé. Ceci va de pair avec une lutte acharnée contre la corruption, une lutte en cours aux Philippines, mais trop timide. Un autre enjeu majeur consiste à faire entrer l'extraction minière dans un plan national de gestion des ressources naturelles, pour limiter la pollution croissante des ressources hydriques, la destruction progressive de la biodiversité et toutes les agressions irréversibles contre la santé et l'environnement.

Considérant la dépendance de l'État philippin vis-à-vis des pays et des investisseurs les plus riches, ces derniers ont le devoir de s'unir pour définir ensemble les conditions d'une extraction légale, juste et durable. On ne saurait néanmoins attendre patiemment que l'initiative vienne des investisseurs et des États auxquels ils appartiennent, c'est pourquoi une large mobilisation citoyenne, transnationale, devra s'affirmer et rassembler davantage pour exiger une régulation des pratiques commerciales par une entente entre les États concernés. Le processus de Kimberley visait la traçabilité du diamant et des garanties concernant son extraction. Une conférence internationale devrait aujourd'hui concerner l'or et, dans la mesure du possible, les autres minerais précieux.

Les États les plus riches doivent encourager l'État philippin à être lui aussi exigeant vis-à-vis des investisseurs étrangers. La protection des travailleurs, de l'environnement et des richesses des Philippines doit concerner également les petites exploitations. Pedro Walpole rappelle que

« les petites exploitations minières ne sont pas moins nocives que les grandes ». L'idéal serait d'aider celles-ci à rentrer dans la légalité, par un accompagnement dans la mise aux normes.

La progressivité et l'accompagnement dans la mise aux normes permettraient d'éviter d'exacerber les tensions qui règnent autour des minerais. Ces tensions, qui se traduisent parfois en violence armée, devraient également faire l'objet de discussions particulières et de pourparlers. Les belligérants de la NPA et le gouvernement actuel ont déjà ouvert ce dialogue. Celui-ci doit être soutenu internationalement, notamment par des actions politiques fortes en faveur d'un commerce minéral plus sain.

Benjamin Moriamé
Volontaire à la Commission Justice et Paix
avril 2013